

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FM France SAS

Rue Charles Marie Ravel
ZI St-Martin-sur-le-Pré
51520 ST MARTIN SUR LE PRE

Références : D2i n° 2022-780
Code AIOT : 0005703131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement FM France SAS implanté Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 ST MARTIN SUR LE PRE. L'inspection a été annoncée le 29/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France SAS
- Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 ST MARTIN SUR LE PRE
- Code AIOT : 0005703131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN-SUR-LE-PRE, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2011.A.63.IC en date du 16 mai 2011 modifié, et classé « Seveso Seuil Haut » selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le site est autorisé pour l'exploitation d'une installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage (IPD) sur une surface bâtie de 126 647 m². Seules 8 cellules ont été construites sur les 18 cellules autorisées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites du 12/07/2021 et du 25/10/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens organisationnels	Lettre du 08/12/2021	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Moyens organisationnels	Lettre du 08/12/2021	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Consignes d'exploitation	Lettre du 12/07/2021	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens organisationnels	Lettre du 08/12/2021	/	Sans objet
2	Moyens organisationnels	Lettre du 08/12/2021	/	Sans objet
5	Mise en œuvre de l'alerte	Lettre du 08/12/2021	/	Sans objet
6	Maîtrise de l'événement	Lettre du 08/12/2021	/	Sans objet
7	Maîtrise de l'événement	Lettre du 08/12/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur l'évaluation de la réponse organisationnelle de l'exploitant en cas d'incident/accident dans son établissement en période de faible activité, ou d'absence de personnel, suites aux visites d'inspection en dates du 12/07/2021 et du 25/10/2021.

L'inspection des installations classées a constaté des écarts susceptibles de mise en demeure. Il est attendu par l'exploitant la transmission des justificatifs relatifs au renforcement de ses procédures internes et à leur mise en œuvre, ainsi qu'au renforcement des qualifications du personnel au poste de garde. Un projet de lettre de suite en ce sens à la signature de Monsieur le Préfet est annexé au présent rapport afin d'obtenir les justificatifs concernés dans des délais maîtrisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens organisationnels

Référence réglementaire : Lettre du 08/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 25/10/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des plans lisibles doivent être ajoutés dans les caisses POI ainsi qu'au poste de garde.
Constats : Les caisses ont été supprimées et remplacées par un système de classeurs dans l'espace POI au poste de garde. Un grand plan est présent dans cet espace, et les plans présents dans les fichiers du POI sont à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens organisationnels

Référence réglementaire : Lettre du 08/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 25/10/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le poste de commandement en cas de déclenchement du POI doit être identifié sur les plans et identifiable sur le site
Constats : Le poste de commandement est identifié sur les plans et sur le site dans l'espace POI au poste de garde. La mise à jour est en date du 31/01/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens organisationnels

Référence réglementaire : Lettre du 08/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 25/10/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une réflexion doit être menée sur l'emplacement du poste de commandement en cas d'incident/d'accident.
Constats : L'exploitant envisage la possibilité de déporter le poste de commandement sur l'installation voisine de la société GEODIS. Au jour de la visite, aucun accord avec la société GEODIS n'est contractualisé et les services de secours de la Marne n'ont pas été interrogés. <u>Proposition de l'inspection:</u> Sous un délai de 2 mois, l'exploitant devra avoir fait les démarches nécessaires afin que la possibilité de déporter le poste de commandement soit actée et intégrée à son POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens organisationnels

Référence réglementaire : Lettre du 08/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 25/10/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une formation du personnel du poste de garde relative à la mise en œuvre du POI doit être réalisée. L'exploitant doit s'assurer du maintien dans le temps des compétences.
Constats : La formation du personnel de gardiennage est assurée par le prestataire de service DISTRISÉCURITE. Le jour de la visite, l'inspection a échangé avec un agent en cours de compagnonnage pour sa prise de poste future comme gardien du site. Cette nouvelle personne n'était pas encore en capacité de déclencher le POI. Par courriel en date du 22/09/2022, l'exploitant a transmis la fiche de formation de cet agent. Il y est indiqué que la formation a été réalisée sur la période du 25/08/2022 au 12/09/2022. Après étude du contenu de formation, il apparaît que le déclenchement du POI n'en fait pas parti alors que le gardien a un rôle important dans la mise en œuvre de celui-ci. <u>Proposition de l'inspection:</u> Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra demander à son prestataire de service d'intégrer le déclenchement et la mise en œuvre du POI du site dans le cursus de formation des agents de gardiennage. L'exploitant devra transmettre une version à jour de la fiche de formation des agents de gardiennage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mise en œuvre de l'alerte

Référence réglementaire : Lettre du 08/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 25/10/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit investiguer et résoudre le problème de téléphonie au sein du site.
Constats : L'exploitant a doté les chefs d'équipe de téléphone portable. Le jour de la visite, l'inspection a testé l'appel du chef d'équipe dit "ECOLAB" depuis le poste de garde, et a constaté le bon fonctionnement de la téléphonie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maîtrise de l'événement

Référence réglementaire : Lettre du 08/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 25/10/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit revoir la répartition des tâches en cas de mise en œuvre du POI en dehors des heures ouvrées. Un test de validation doit être réalisé.
Constats : Depuis la visite d'inspection du 25/10/2022, l'exploitant a travaillé à une meilleure répartition des tâches en cas de mise en œuvre du POI en dehors des heures ouvrées. Dans l'éventualité de la présence d'un seul chef d'équipe, l'exploitant a déterminé une priorisation des actions. Le jour de la visite, l'inspection a vérifié que les documents du POI étaient à jour et contenaient ces informations. Aucune remarque n'est à formuler par l'inspection. Un nouvel exercice est programmé le 18/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Maîtrise de l'événement

Référence réglementaire : Lettre du 08/12/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 25/10/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit identifier la clé en T nécessaire à la manipulation des vannes de barrage et son emplacement. Un travail doit être mené afin que celle-ci soit transportables en cas de nécessité.
Constats : La clé en T présente lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 a été remplacée par 7 clés en T situées sur les murs extérieurs du bâtiment, à proximité de chaque vanne à actionner. L'inspection a constaté que celles-ci sont facilement préhensibles, identifiables sur le site par leur couleur rouge, et identifiées sur les plans du POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Lettre du 12/07/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites VI 12/07/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place une procédure des produits en retour de son client ECOLAB
Constats : Suite à l'incident de juin 2021, lié à une réaction exothermique d'un GRV (grand récipient vrac) de 1000 litres d'acide nitrique fabriqué par ECOLAB, en provenance d'un retour client, et à l'inspection du 12/07/2021, l'exploitant a mis en place une procédure relative au retour de produit du client ECOLAB. Le jour de la visite, il a été consulté la version MEDIA-FCE-12263/3. Il est constaté que certains produits en retour peuvent être considérés comme des déchets (date de péremption dépassée, produit ouvert, produit partiellement utilisé, produit non identifiable...). Il a été signifié à l'exploitant que l'exploitation n'est pas autorisée à recevoir et stocker des déchets. <u>Proposition de l'inspection:</u> Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra mettre en oeuvre les actions nécessaires afin de ne pas prendre en charge des produits en retour pouvant être considérés comme des déchets. La procédure relative au retour de produit du client ECOLAB devra être mise à jour en ce sens et transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois